

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

**Interruption et reprise d'instance en cours à l'ouverture
de la procédure du débiteur... mode d'emploi** → PAGE 5
Laurence-Caroline HENRY

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

**Responsabilité du dirigeant social : la sanctuarisation
de la procédure de conciliation** → PAGE 22
Thierry FAVARIO

DROIT SOCIAL ET FISCAL

**Subrogation de l'AGS et droit au remboursement des avances
effectuées au titre du superprivilège : la chambre commerciale
persiste et signe** → PAGE 29
Anaëlle DONNETTE

DOSSIER

**Regards comparés sur l'évolution du droit des sûretés
et du droit des entreprises en difficulté** → PAGE 37
sous la co-direction scientifique de Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON

Directrice scientifique**Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON,**

professeur à l'université Paris-Panthéon-Assas

Fondatrice**Françoise PÉROCHON,**

professeure émérite de la faculté de droit de Montpellier

Comité scientifique**Hélène BOURBOULOUX,**

administratrice judiciaire, SELARL FHB

Reinhard DAMMANN,

avocat, Dammann-Avocats

Christophe DELATRE,

substitut général, cour d'appel de Douai

Laurence Caroline HENRY,

agrégée des universités

avocat général en service extraordinaire à la Cour de cassation

Pierre-Michel LE CORRE,

professeur à l'université Côte d'Azur

François-Xavier LUCAS,

professeur à l'école de droit de la Sorbonne (université de Paris I)

Francine MACORIG-VENIER

professeure à l'université Toulouse Capitole

Françoise PÉROCHON,

professeure émérite de la faculté de droit de Montpellier

Pascal RUBELLIN,

maître de conférences à l'université de Poitiers

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN,

professeure à l'université Toulouse Capitole

Marc SÉNÉCHAL,

professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)

mandataire judiciaire, SCP BTSG2

Comité de lecture**Laurence-Caroline HENRY****Pierre-Michel LE CORRE****Françoise PÉROCHON****Corinne SAINT-ALARY-HOUIN**

Le Bulletin Joly Entreprises en difficulté peut désormais être cité de la façon suivante : BJE nov. 2021, n° BJE200i6.

Le numéro de type BJE200i6 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Revue éditée par Lextenso

1, Parvis de La Défense – 92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication Emmanuelle FILIBERTI**Rédactrice en chef** Valérie BOCCARA (valerie.boccaro@lextenso.fr)**Rédactrice** Sabine DUBOST (sabine.dubost@lextenso.fr)

Dépôt légal : à parution • N° CPPAP : 1025 T 91082 • ISSN 2115-2578

Imprimé par Chirat • 744, rue de Sainte-Colombe - 42540 Saint-Just-la-Pendue

sur des papiers produits en France et en Allemagne ;

100% de fibres recyclées ; impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 1 863 g éq. CO₂Abonnement : Tél. 01 40 93 40 40 • relationclients@lextenso.fr

Abonnement papier + version feuiltable numérique France 2025 : 529,90 € TTC -

Abonnement étranger 2025 : 570,90 €

Abonnement feuiltable numérique France : 349,73 € TTC - Abonnement étranger : 342,54 €

Prix au numéro France : 91,89 € TTC - Prix au numéro étranger : 99 €

Toute reproduction, même partielle, est interdite, sauf exceptions prévues par la loi



SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201t5 • **Interruption et reprise d'instance en cours à l'ouverture de la procédure du débiteur... mode d'emploi** 5
Laurence-Caroline HENRY

OUVERTURE ET EXTENSION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

- BJE201t4 • **Revirement en matière de choix du repreneur en matière agricole** 7
Pascal RUBELLIN – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-50.013, FS-B

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE201u6 • **Procédure non liquidative sans administrateur judiciaire : la nécessité d'un accord préalable du mandataire judiciaire dans une procédure de revendication** 11
Déborah SAHEL – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-18.095, F-B

- BJE201u1 • **Classes de parties affectées : absence de prise en compte de l'efficacité économique des sûretés et des intérêts à échoir** 14
David ROBINE – CA Bordeaux, 23 sept. 2024, n° 24/03447

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201t8 • **Quel délai pour saisir la juridiction compétente après confirmation en appel de l'ordonnance du juge-commissaire constatant l'existence d'une contestation sérieuse ?** 19
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-17.962, F-B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE201u2 • **Responsabilité du dirigeant social : la sanctuarisation de la procédure de conciliation** 22
Thierry FAVARIO – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-12.297, FS-B

- BJE201t9 • **Faillite civile applicable en Alsace-Moselle et délit de banqueroute** 24
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE – Cass. crim., 6 nov. 2024, n° 23-85.314, F-B

- BJE201s4 • **Devoir de loyauté et faute de gestion du dirigeant social : le détricotage continue ?** 26
Thierry FAVARIO – Cass. com., 11 sept. 2024, n° 23-12.824, F-D

DROIT SOCIAL ET FISCAL

- BJE201u0 • **Subrogation de l'AGS et droit au remboursement des avances effectuées au titre du superprivilège : la chambre commerciale persiste et signe** 29
Anaëlle DONNETTE – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-19.085, F-B

RÈGLEMENT EUROPÉEN ET AUTRES SOURCES

- BJE201u5 • **L'articulation des règlements européens en matière d'action en paiement contre une société en procédure collective** 32
Adrien BÉZERT – CJUE, 14 nov. 2024, n° C-394/22, Oilchart International
- BJE201u4 • **Des enjeux de la jurisprudence *Rastelli*** 33
Eugénie FABRIÈS-LECEA – Cass. com., 2 oct. 2024, n° 23-14.605, F-D

DOSSIER

- BJE201T0 • **REGARDS COMPARÉS SUR L'ÉVOLUTION DU DROIT DES SÛRETÉS ET DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** 37
Montpellier, le 20 septembre 2024
sous la co-direction scientifique de Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON
- BJE201t3 • **Avant-propos** 38
Christophe ALBIGES et Françoise PÉROCHON
- BJE201v2 • **Les particularités du droit japonais du cautionnement** 39
Yuki SAITO
- BJE201v5 • **Le contrat de cautionnement en Espagne : situation actuelle et entreprises en difficulté** 42
Carlos GÓMEZ ASENSIO
- BJE201v4 • **Formalisme du cautionnement : actualité jurisprudentielle** 44
Séverine CABRILLAC
- BJE201v8 • **Exigence de proportionnalité et devoir de mise en garde en matière de cautionnement** 47
Yves PICOD
- BJE201u8 • **Les sûretés mobilières conventionnelles au Québec : unicité ou pluralité ?** 50
Aurore BENADIBA
- BJE201v1 • **Les sûretés réelles mobilières, unicité ou pluralité ? Un regard espagnol** 53
Ricardo PAZOS
- BJE201v0 • **Les sûretés réelles mobilières, diversité ou unicité ?** 56
Dominique LEGEAIS
- BJE201v7 • **Le traitement des garanties personnelles dans le cadre des classes de parties affectées à la lumière du droit allemand** 59
Reinhard DAMMANN
- BJE201w0 • **Les classes de créanciers et le droit des sûretés** 65
Nicolas BORGA

BJE201u9 • Le sort des sûretés en droit des entreprises en difficulté au Québec	68
Aurore BENADIBA	
BJE201v6 • Le cautionnement et les procédures de restructuration préventive	71
Alessandra ZANARDO	
BJE201v3 • La résistance des sûretés aux « procédures collectives » : vers un élargissement ?	74
Marie-Pierre DUMONT et Francine MACORIG-VENIER	
BJE201t2 • Propos conclusifs	80
Philippe ROUSSEL GALLE	